

Diplomatie, Business et Dictatures

Les dessous de la présence économique de la France en Afrique



210, rue Saint-Martin
75003 PARIS
<http://survie.org>
01 44 61 03 25
contact@survie.org

Diplomatie élyséenne, entreprises françaises et dictateurs africains : la Françafrique se veut « décomplexée » avec Nicolas Sarkozy. Les mécanismes du pillage systématique des ressources africaines tournent à plein régime au mépris du développement économique et démocratique de l'Afrique

Une histoire (toujours) coloniale.

L'histoire des entreprises françaises implantées en Afrique est indissociable de la politique néocoloniale menée par la France dans les pays africains dits du « pré carré ». L'objectif numéro 1 ? Le maintien de l'influence française sur le continent africain qui permet d'assurer aux entreprises hexagonales un accès privilégié aux ressources naturelles, telles le pétrole, l'uranium, les minerais, le bois, etc. Main dans la main, l'homme politique et l'homme d'affaires font vivre la Françafrique. Perpétuée par tous les présidents de la République, de De Gaulle à J. Chirac en passant par V. Giscard d'Estaing ou F. Mitterrand, la politique économique de la France s'est dissimulée derrière les discours de la France « meilleure amie de l'Afrique », sous couvert d'une aide publique au développement maintenant en place des régimes kleptocrates sous perfusion.

Nicolas Sarkozy : VRP des entreprises françaises en Afrique

Avec l'arrivée à la présidence française de Nicolas Sarkozy (qui avait promis une rupture avec la Françafrique et les pratiques de ses prédécesseurs), nous assistons non seulement à une perpétuation de cette politique mais également à son regain, caractérisé par une défense affichée et revendiquée des intérêts français en Afrique : ventes d'armes, prolifération irresponsable du nucléaire, conquête de nouveaux marchés par Total, Bolloré, Areva, Bouygues (et bien d'autres) en Angola, au Soudan, au Congo, etc. Le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, a d'ailleurs pris les attributs de son homologue du Commerce extérieur en se faisant le porte-voix des seuls intérêts français : « *L'implantation des entreprises françaises en Afrique est l'une de mes priorités* » (*lejdd.fr*, le 20 mai 2008) ; ou encore : « *On veut aider les Africains, mais il faut que cela nous rapporte* » (*Libération*, le 24 juin 2008).

Développement au nord et pillage au sud

S'il est tout à fait légitime que les entreprises privées défendent leurs intérêts propres, le fait que la diplomatie française se donne quasi essentiellement comme mission de défendre et promouvoir des intérêts particuliers, pose

un véritable problème éthique. Faut-il rappeler que la coopération française est censée accompagner l'Afrique sur la route du développement. Or le plus souvent, l'implantation de grandes entreprises françaises (et étrangères) en Afrique a un impact négatif sur le développement économique et social : pollution, corruption, pillage des ressources naturelles. D'autre part, l'implantation d'entreprises françaises (qui sont tournées vers la satisfaction des besoins des pays du nord où elles rapatrient leurs bénéfices) empêche l'émergence d'un entrepreneuriat local solide, par substitution aux entreprises locales et contribue ainsi à l'extraversion et à la fragilisation des économies africaines.



En outre, il existe de graves problèmes en terme de transparence, notamment dans l'exploitation des ressources naturelles. La corruption et les détournements permettent le financement (avec la connivence des entreprises françaises) de régimes répressifs et dictatoriaux qui renforcent ainsi leur pouvoir repoussant vers un avenir incertain les espoirs démocratiques des populations.

Un renoncement pur et simple aux principes de développement, de démocratie et des droits humains.

Aujourd'hui, officiellement, seul compte le développement de la France, de ses entreprises et des bénéfices de ses grands patrons : une équation qui nécessite la perpétuation du soutien à des régimes africains dictatoriaux.

Fondée sur les principes de croissance et de commerce (qui ne profitent qu'à une minorité), la conception française de la coopération va à l'encontre des principes même du développement socio-économique et humain. Les populations africaines sont sacrifiées sur l'autel de la compétition internationale. Paupérisées, elles ne voient de solution que dans l'émigration vers les pays développés.

Pour Survie, il est essentiel d'informer les citoyens français sur le rôle des entreprises françaises en Afrique et de dénoncer les connivences entre diplomatie et business, qui ont pour conséquences la dictature et le non-développement. Il est nécessaire de mettre un terme à la « **coopération business** » et de promouvoir une autre relation de la France avec l'Afrique.

Comment une poignée d'entreprises françaises pillent l'Afrique

L'impérialisme économique, un système hérité de la période coloniale. La colonisation de l'Afrique avait notamment pour objectif l'exploitation des matières premières du continent qui, transformées en métropole, permettaient la satisfaction des besoins de celle-ci et l'enrichissement de ses entreprises, tout en procurant à ces dernières d'importants débouchés. Si nombre de leaders indépendantistes ont remis en cause ce « pacte colonial », l'État français a tout fait pour torpiller ces revendications et progressivement créer les conditions institutionnelles du maintien de la tutelle économique sur les États nouvellement indépendants et ainsi préserver les sources d'approvisionnement des entreprises françaises. « *Notre ligne de conduite, c'est celle qui sauvegarde nos intérêts et qui tient compte des réalités. Quels sont nos intérêts ? Nos intérêts, c'est la libre exploitation du pétrole et du gaz que nous avons découvert ou que nous découvririons* » De Gaulle, le 5 septembre 1961. **Hier comme aujourd'hui, il y a une association étroite entre la haute administration française et l'oligarchie financière : l'homme politique et l'homme d'affaires.**

La perpétuation du « pacte colonial » repose depuis 1960 sur :

- la mise à la tête des pays africains de dirigeants fidèles à la France et qui partagent avec elle la rente liée à l'aide au développement et au pillage des ressources naturelles
- des accords de coopération économique, financière et monétaire qui lient la France avec ses anciennes colonies (en plus d'accords politiques, militaires et de défense)
- des accords sur les matières premières stratégiques (pétrole, uranium, phosphate...) assurant un accès exclusif aux entreprises françaises
- des prix des matières premières fixés par la France, en dessous des cours mondiaux
- une aide dite « liée » : la France finançant des projets d'aménagement à condition que leur mise en œuvre échoit aux entreprises françaises
- le Franc CFA qui permet de contrôler les politiques monétaires des pays de la zone franc

- des interventions plus ou moins directes lorsque les intérêts français sont menacés :
 - assassinat d'Olympio au Togo en 1963 qui voulait sortir de la Zone franc
 - coup d'Etat contre Amani Diori au Niger en 1974 qui voulait revaloriser le prix de l'uranium
 - financement de la guerre civile au Congo-Brazzaville en 1997 et renversement de Lissouba qui voulait renégocier le prix du pétrole
- des économies africaines spécialisées dans l'exportation de matières 1^{ère} avec absence de transformation sur place
- la captation des marchés africains grâce aux Plans d'ajustement structurels du FMI qui poussent à la libéralisation des économies
- la signature d'Accords de Partenariat Économique (APE) avec l'UE qui favorisent l'ouverture des frontières aux produits européens bénéficiant parfois de subventions de l'UE (concurrence déloyale)
- la spirale de la dette qui est gérée par le « Club de Paris »

« **Économiquement, la France n'a pas besoin de l'Afrique** » ? Contrairement à la déclaration de Nicolas Sarkozy, l'Afrique représente une part non négligeable dans le commerce extérieur français. Les chiffres, Afrique = 5,5% des exportations et 4,5% des importations françaises, ne permettent pas d'avoir une vision globale pour mesurer l'importance de l'Afrique pour les entreprises françaises. Le volume des échanges ne rend pas, par exemple, compte de leur rentabilité. Ainsi en 2000, les entreprises françaises ont réalisé presque autant de bénéfice sur les exportations à destinations de l'Afrique (40 milliards de Francs) que sur les exportations vers les USA (50 milliards de francs) pour un volume d'exportation quatre fois inférieur (150 milliards de francs contre 600). La rentabilité serait de 5 % seulement dans l'eau potable et l'assainissement, autrefois très profitables, mais de 13 à 15 % dans l'électricité et de 20 à 25 % dans les télécommunications.

L'équipe de Sarkozy à l'assaut des marchés africains. La vente, chapeauté par Nicolas Sarkozy, d'un réacteur nucléaire au dictateur libyen Mouammar Kadhafi, l'inauguration d'une nouvelle plate-forme pétrolière de Total au Congo par Alain Joyandet, ou encore la visite de Nicolas Sarkozy en Angola (mai 2008) ont rythmé la « diplomatie business ». 1^{er} producteur de pétrole brut africain, 5^{ème} producteur mondial de diamants, l'Angola avec plus de 24% de croissance en 2007, représente sans aucun doute pour Nicolas Sarkozy, un partenaire de choix pour la France. Autour du président en visite officielle, une délégation « diplomatique » composée d'une kyrielle de grands patrons venus signés des contrats pour une prédation à la française, très diversifiée : Total pour le pétrole, Thales pour les télécommunications, Castel et ses brasseries. Également du voyage : la Société Générale, Air France et bien sûr le groupe Bolloré.

Les poids lourds du CAC 40 ou les plus grandes fortunes de France sont présents en Afrique : B. Arnault (LVMH), Bouygues, Bolloré, Pinault (CFAO) Seillière (Bureau Veritas), J. Saadé (CMA-CGM), R. Zaleski (Eramet), Lafarge, Total, Technip, Vinci, Véolia, BNP Paribas, Natexis, Crédit Agricole, Alcatel, Accor, Gaz de France, Michelin, Alstom, Air-France-KLM, ... liste non exhaustive à laquelle il faudrait rajouter les marchands d'armes par exemple.

Chiffre d'affaire en 2007 :

158 752 milliards d'€
(50 fois le budget du Cameroun)

Bénéfices nets :

12 203 milliards d'€

La place de l'Afrique dans les activités de Total :

- la 1^{ère} zone de production du groupe,
- 34 % de la production totale,
- 50 % des réserves de l'entreprise (11 milliards de barils)
- avec 11 % de part de marché, Total est leader sur le continent africain

Emploi et actionariat :

- sur les 96 400 collaborateurs de la compagnie, seuls 8,3 % sont Africains
- l'Afrique quasiment absente de l'actionariat du groupe

TOTAL, digne héritier d'Elf...

Total copine avec les dictateurs et les criminels de guerre

2 juillet 2006, Total annonce officiellement la reprise de ses activités d'exploration au Soudan suspendues en 1984 à cause de la guerre civile, dans le sud. Le géant du pétrole, compte un dictateur de plus dans son carnet d'adresse, contre qui courent des chefs d'accusation pour génocide, crime contre l'humanité et crime de guerre.

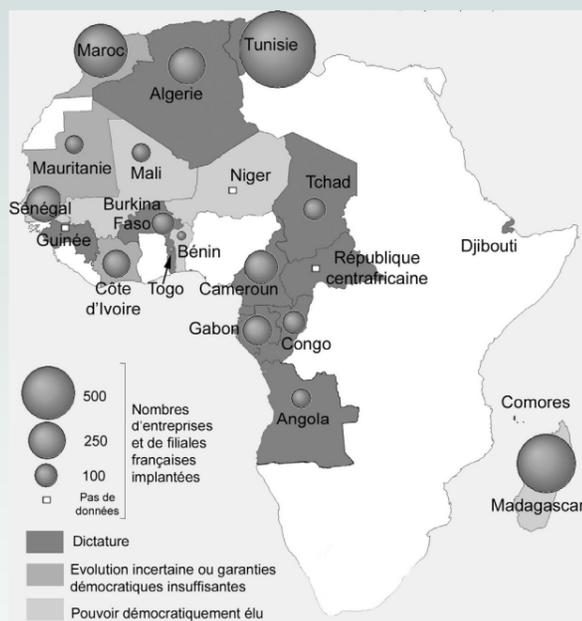
Total complice du pillage des richesses du sous-sol africain

Total est le fruit de la fusion entre Totalfina et Elf Aquitaine en 2000. But de la manœuvre ? Gommer l'image très écornée des deux géants du pétrole français et créer une entreprise plus « fréquentable ». Mais les réseaux mafieux d'Elf serpentent toujours l'Afrique. Résultat, une Françafrique moins orgueilleuse, mais toujours aussi pernicieuse.

Au Congo, Denis Sassou Nguesso, a fait main basse sur la manne pétrolière du pays. En 2003, le Fonds monétaire international a constaté que 150 millions de dollars provenant de l'extraction du pétrole ont disparu. D'après les investigations du Comité catholique contre la faim et le développement, « *Elf, puis Total, qui fournit à l'État congolais 70 % de ses revenus, ont été à la tête de ces malversations* » (Rapport sur les biens mal acquis, 2007).

Et les impôts ? On ne sait toujours pas, par exemple, combien Total reverse aux pays africains dans le cadre de la fiscalité. Ce flou et ce défaut de transparence permet aux dirigeants de ces États pétroliers de détourner des sommes évaluées à plusieurs centaines de millions d'euros. Les populations agonisent. Le Congo-Brazzaville demeure un des pays les plus pauvres du monde, en dépit de ses immenses gisements de pétrole.

Le pré-carré français



BNP-PARIBAS « Votre argent [sale] m'intéresse »

Si les échos du succès de la première banque française et européenne transcendent les frontières, les procès qui lui sont intentés aussi. Blanchiment d'argent, fraude fiscale, association de malfaiteurs à but lucratif... au profit des dictateurs, notamment africains.

Congo-Brazza. Détournement de l'argent du pétrole, mode d'emploi :

- l'État du Congo reçoit un prêt (préfinancement) de la BNP-Paribas qui exige une hypothèque (nantissement) sur les cargaisons de pétrole
- l'État, par l'entremise de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), vend son pétrole à vil prix en passant par des sociétés écrans contrôlées par des proches du pouvoir en place
- ces sociétés prélèvent une commission (premier détournement) et reverse l'argent à la BNP-Paribas
- le banquier retient sa commission, les couvertures contre les variations du cours du pétrole, les intérêts du préfinancement, etc.
- Enfin, la BNP-Paribas reverse le solde à la SNPC ou sur un autre compte secret (deuxième détournement), suivant les instructions des autorités congolaises.

« *Le vol multiforme du pétrole, la multiplication indéfinie de la dette, [...] ne peuvent se faire qu'avec la complicité des grandes banques, qui ont elles-mêmes multiplié les filiales dans les paradis fiscaux. Paribas, aujourd'hui absorbée par la BNP, a été en pointe depuis plus d'une décennie dans les montages financiers dette-hydrocarbures. Elle ne pouvait pas ne pas savoir qu'ils escroquaient les peuples détenteurs du pétrole ou du gaz.* » François-Xavier Verschave.

Chiffre d'affaires 2007 :

31, 037 milliards d'€

Bénéfices nets 2007 :

7,822 milliards d'€

Palmarès international :

- 13^e entreprise mondiale
- 5^e banque du monde
- 1^{ère} banque de la zone euro

L'Afrique dans les activités de la BNP-Paribas :

- présence dans une quinzaine de pays africains
- moins de 5 % de l'activité globale

Emploi et actionariat :

- sur 162 700 collaborateurs, seuls 6 700 sont Africains
- Participation au capital quasi nulle

BOLLORÉ mène l'Afrique en bateau

« *L'Afrique est comme une île, reliée au monde par les mers. Donc, qui tient les grues tient le continent !* » (ancien cadre du groupe Bolloré)

Bolloré peut asphyxier l'Afrique

« Les exportations de matières premières (café, cacao, coton, bois...) sont chargées par des camions Bolloré, puis transportées sur des wagons Bolloré. Arrivées au port, des grues Bolloré les entreposent (...) Entre temps, Bolloré s'est évidemment chargé de toutes les formalités douanières. Les produits d'importation effectuent le même parcours en sens inverse, toujours aux bons soins de Bolloré (...) Bolloré est l'un des canaux qui permettent au continent noir de respirer, passage obligé pour tout contact avec le monde extérieur, élément indispensable de l'économie africaine (...) Vincent Bolloré s'est engouffré dans la brèche, il n'est pas près d'en être délogé. »

Le nouveau Parrain des relations françafricaines ?

« Entre deux rendez-vous au sommet, les relations africaines de Vincent Bolloré s'entretiennent aux échelons intermédiaires, via les neveux, nièces, cousins ou gendres des chefs d'État (...) comme d'autres entrepreneurs français, il a su prendre les Africains par le bon côté celui du portefeuille (...) ce n'est pas de la corruption, mais un moyen de s'attirer les bonnes grâces des dirigeants » (Responsable d'une entreprise partenaire du groupe Bolloré). (Extraits du livre de Nathalie Raulin et Renaud Lecadre: *Vincent Bolloré, enquête sur un capitaliste au-dessus de tout soupçon*)
« *J'ai pour eux [les chefs d'État africains] une grande affection. Ils sont en train de faire accomplir en 30 ans à ce continent ce que la France a mis 200 ans à faire* » (Vincent Bolloré).
De tous les hommes d'affaires français V. Bolloré est celui qui incarne le plus la Françafrique aujourd'hui.

Chiffres d'affaires 2007 :

6,4 milliards d'€

Bénéfices nets :

322 millions d'€

La logistique représente 65 % du chiffre d'affaires et 83 % des effectifs

L'Afrique dans les activités du groupe :

- le groupe Bolloré est implanté dans 42 pays sur les 53 que compte le continent africain, notamment dans les secteurs de la logistique et de l'agro-industrie
- l'Afrique représente 20 % du chiffre d'affaires (France 50 %, Europe 17 %, Asie 9 %, Amérique 4%)

Chiffre d'affaire 2007 :

178 448 millions d'€
(+ 11% depuis 2003)

Bénéfices nets 2007 :

12 943 millions d'€
(+ 70% depuis 2003)

L'Afrique dans les activités du groupe :

- 77% des activités totales, mais...
- 2% des ventes sur le marché africain
- détiennent sur le continent africain plus de 2 millions d'hectares de concessions forestières et 7 usines de transformation

ROUGIER, massacre à la tronçonneuse ou l'exploitation illégale du bois

L'histoire des Rougier est celle d'une entreprise familiale à la conquête du bois tropical. Aux côtés des patriarches du clan Rougier, un réseau d'hommes politiques français, d'affairistes corses, d'autocrates africains, qui menace de détruire le deuxième poumon écologique de la planète : la forêt équatoriale d'Afrique centrale.

Le pire, dans la démarche prédatrice des Rougier, c'est l'écrémage. Le fait de couper les essences les plus précieuses qui, par leurs qualités intrinsèques, sont indispensables à l'équilibre et à la pérennisation de leur écosystème, au péril de la forêt et des hommes qui y vivent. Et les fraudes sont légions :

- en 2001, la Société forestière de la Doumé (SFID), la plus vieille filiale du groupe, a une fois de plus été condamnée pour avoir dépassé de 33 % les quotas d'exportation, (soit un volume de bois de 17 653 m³).
- en 2002, la SFID est prise en flagrant délit d'exportation illégale de l'Assaméla. Une essence extrêmement rare. Un an après, les Rougier récidivent. Leur filiale Cambois « *coupe 293 A vous (le bois le plus précieux au Cameroun) de plus qu'autorisé* ».

Rougier, le chouchou des dictateurs

Proche du président Biya, ami de Sassou Nguesso, Rougier a également des atomes crochus avec Bongo : une place de choix dans la famille françafricaine... qui lui permet d'exploiter 2 millions d'hectares de forêts au Cameroun, au Gabon et au Congo.

En savoir plus ? Retrouvez en ligne le dossier « **Diplomatie, Business et Dictatures** » proposant des éclairages sur le rôle des entreprises phares de la Françafrique sur <http://survie.org>

La coalition internationale « **Publiez ce que vous payez !** », lancée en 2002, compte aujourd'hui plus de 300 ONG regroupées dans des plateformes nationales (dont une dizaine en Afrique) qui militent pour que les compagnies extractives publient leurs revenus de façon systématique et transparente et suivent la mise en œuvre du projet IETI (Initiative de transparence des Industries Extractives).

Le terrain syndical est lui aussi en pleine expansion et laisse peu de répit aux multinationales françaises qui pillent allègrement les ressources naturelles et humaines du continent. Au Niger, une filiale de la Cogema-Areva, symbole du lobby nucléaire français, a été mise en cause par des organisations nigériennes et françaises dénonçant les risques sanitaires et environnementaux causés par l'exploitation de l'uranium. En **France**, le **Collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger »** se bat pour dénoncer l'exploitation de mines d'uranium par la multinationale Areva dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

Pour Survie, les responsables politiques français, au niveau de l'exécutif mais aussi du Parlement, doivent impérativement œuvrer pour :

- **cesser de soutenir les dictateurs et les régimes autoritaires en fermant les yeux sur les détournements de fonds,**
- **promouvoir le principe de transparence des activités des entreprises françaises sur le continent africain,**
- **lutter plus en avant contre la corruption,**
- **rendre contraignant le principe de responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises françaises et de leurs filiales**
- **mener enfin une politique de coopération au service du développement, de la démocratie et des droits humains.**

Plus largement, l'association Survie demande aux élus, décideurs et partis politiques de s'engager à :

Suspendre le soutien aux dictateurs

- Élaboration d'une nouvelle politique de coopération fondée sur la lutte contre la pauvreté, la défense des droits humains et l'accès de tous aux biens publics
- Suspension de la coopération dans les secteurs régaliens avec les pays qui bafouent les droits humains ou ne procèdent pas d'une élection démocratique et/ou mise en place d'un «service diplomatique minimum»
- Suspension de la coopération militaire avec les forces armées non républicaines
- Fermeture des bases militaires permanentes en Afrique hormis celles prévues dans le cadre du programme de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP). Suppression des missions d'observation électorale de la France dans les pays africains, hors mandat international

- Intégration, dans les programmes européens d'appui à la bonne gouvernance, de projets d'appui aux processus électoraux
- Octroi d'une Aide Publique au Développement sous des formes garantissant totalement la finalité de cette aide
- Restitution par la France et par les États européens des biens mal acquis par les dictateurs aux pays spoliés
- Remise en cause du franc CFA, qui favorise l'évasion des capitaux et la sujétion des politiques économiques des États africains

Instaurer un contrôle parlementaire sur la politique étrangère de la France

- Instauration d'un contrôle parlementaire permanent sur la coopération militaire
- Publication des accords de défense (passés et présents)
- Clarification des prérogatives entre la Présidence de la République, le ministère

des Affaires étrangères et le secrétariat d'Etat à la Coopération en matière de politique extérieure

- Instauration d'un avis conforme du Parlement sur les contrats de ventes ou de fournitures d'équipements militaires de fabrication française
- Remise aux Commissions des Affaires étrangères du Sénat et de l'Assemblée nationale, par le ministère des Affaires étrangères, d'un rapport annuel sur la coopération française en matière culturelle, technique et budgétaire

Créer une commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France au Rwanda

- Prolongation des travaux de la mission d'information de 1998 sur l'implication de la France dans le génocide rwandais de 1994

Mobilisons-nous !

L'association Survie milite depuis plus de 20 ans pour une réforme radicale de la politique de la France en Afrique. Initiée en 1981 pour augmenter et rendre plus efficace l'aide publique au développement, la campagne de Survie a réussi à mobiliser en 1993 les deux tiers des députés français sur une proposition de loi en ce sens. Celle-ci n'a cependant jamais été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. L'association Survie a depuis lors travaillé sur les causes politiques qui nuisent au développement des pays du Sud (expertise sur les réseaux de la Françafrique, sensibilisation du public et des médias, interpellation des élus et des décideurs).

Survie a également initié un travail de conceptualisation et de promotion des biens publics mondiaux (<http://bpem.survie.org>) et a créé en 2007 avec 10 autres organisations (dont ATTAC, le Secours Catholique, le CCFD, Oxfam France Agir Ici, Peuples Solidaires...) la plateforme citoyenne France Afrique. Survie est aussi membre du CRID, et avec 25 ONG et syndicats de la plate-forme Dette & Développement (www.dette2000.org) qui milite pour le désendettement des pays du Sud et la responsabilisation des prêteurs.

Soutenez Survie !

Afin d'exprimer votre désaccord envers les collusions de la France avec les pires dictatures et promouvoir le respect de la démocratie, du droit à l'autodétermination des peuples et des biens publics en France comme dans le monde, rejoignez les 1600 adhérents de l'association et l'un de nos 24 groupes locaux et encouragez une information indépendante, critique et alternative.

Vous pouvez apporter un soutien financier aux campagnes de l'association car Survie fonctionne grâce aux cotisations de ses membres, aux dons et subventions de particuliers ou de fondations, ainsi qu'aux droits d'auteurs et recettes des ventes de ses publications. Elle ne bénéficie d'aucune subvention des pouvoirs publics et refuse tout don de parti politique, d'églises ou de syndicat pour garantir son indépendance.

**Pour nous rejoindre : contact@survie.org
ou visitez notre site : <http://survie.org>**



BULLETIN DE SOUTIEN

Nom :Prénom :

Adresse :

Téléphone :E-Mail :

Je soutiens financièrement SURVIE, en versant : euros

J'adhère à SURVIE, en versant une cotisation à partir de 52 euros (ou cotisation réduite : 15 euros) soit : euros.

Les contributions ouvrent droit à un reçu pour réduction fiscale (66%)(Ainsi un don de 50 euros, par exemple, si je suis imposable, ne me revient qu'à 17 € après déduction fiscale)

Je m'abonne à Billets d'Afrique et d'ailleurs (25 euros pour la France, 30 euros pour l'étranger).

Je souhaite être tenu au courant de vos initiatives, et participer à vos campagnes

Modalités de paiement : chèque bancaire ou postal à l'ordre de SURVIE, ou virement postal (CCP 500.52K Paris)

SURVIE • 210 RUE ST MARTIN 75003 PARIS • TÉL. 33 (0)1.44.61.03.25 • FAX : 33 (0)1.44.61.03.20 • contact@survie.org

